5e Circonscription - RIOM

Elections Législatives du 23 Juin 1968

Candidature présentée par le

Parti Socialiste Unifié (P.S.U.)

ELECTRICES, ELECTEURS,

Ces élections législatives, provoquées par la crise grave que traverse notre pays vont donner l'occasion aux Français d'exprimer par un vote leur profond désir de renouveau. Par la voix de **Pierre MENDES-FRANCE,** le **Parti Socialiste Unifié** en a clairement dégagé le sens :

« La crise n'est pas seulement politique. Elle met en cause tout un régime de vie ; la contestation ne porte pas seulement sur des hommes et des institutions. Elle exprime la volonté de millions de Français de ne plus être considérés comme des sujets dans une société dure, inhumaine et conservatrice des privilèges, mais de jouer pleinement leur rôle dans une société qui soit la leur ».

Pour nous, la démocratie, ce n'est pas demander au pays de faire confiance à un homme pour changer la société, c'est donner voix au chapitre à chaque citoyen pour tout ce qui est son affaire : l'entreprise individuelle ou collective, industrielle ou agricole, le crédit, la sécurité sociale, la famille, l'école, etc.

Or les affaires de chacun commencent dans sa maison et sur son lieu de travail, dans sa commune ou son quartier, et ne se règlent pas par un vote sur des principes généraux, ni par l'envoi au parlement d'une quelconque majorité.

Et pourtant, la France ne peut se passer d'une majorité : Laquelle ? Et pour quoi faire ?

Tout le monde sent que notre pays a besoin d'unité et de continuité politique, mais les événements de Mai ont montré qu'il avait aussi besoin de se reconnaître à tout moment dans la politique de son gouvernement, et de son parlement, et pour cela de dialoguer en permanence avec eux.

Tel est le sens de notre candidature : vous permettre de congédier une majorité qui a trop longtemps fait la preuve de son impuissance à contrôler un gouvernement plein de mépris, et de **notifier clairement aux nouveaux élus votre exigence de changement et de dialogue.**

Le P.S.U. présente à vos suffrages la candidature de François GARRIGUE, natif d'Auvergne, 36 ans, père de cinq enfant, militant syndicaliste depuis plus de dix ans, qui a enseigné, en France et à l'Etranger à des jeunes de 10 à 25 ans.

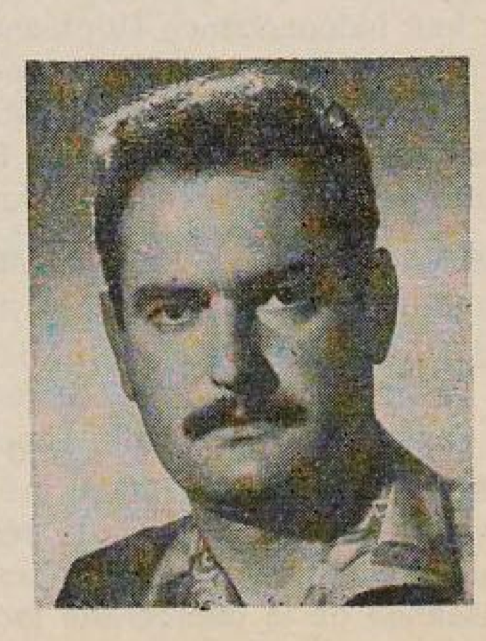
Jean BION, volvicois, d'origine ouvrière, lui-même ouvrier typographe, conscient des vrais problèmes ouvriers, formé aux questions régionales.

Notre candidature n'est pas celle de personnes, elle est au service d'un programme.

François GARRIGUE



Jean BION



POUVOIR DES TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE

— Opposer à la trompeuse association capital-travail, rebaptisée participation, la reconnaissance d'un pouvoir syndical en face du pouvoir du patronat, premier pas vers une véritable cogestion, dont l'université doit être dès aujourd'hui le banc d'essai.

— Garantir la croissance préférentielle des bas-salaires.

— Développer l'industrie à un rythme qui permette une amélioration générale du bien-être sans peser trop lourd sur les travailleurs.

POUVOIR PAYSAN

Assurer à l'exploitant agricole une juste rémunération par :

— La formation professionnelle agricole ;
— La lutte contre les trusts ;
— L'aménagement de la vente et de la location des terres ;
— Le retour du Crédit Agricole à son but véritable ;
— L'aide à l'équipement adaptée aux besoins de l'exploitation ;
— L'adaptation de la production au marché ;
— La réforme des circuits de commercialisation, notamment en ce qui concerne la viande et le lait, sous la responsabilité des agriculteurs eux-mêmes (contrôle du rapport des prix production-consommation), dans la perspective d'une agriculture compétitive à l'intérieur du Marché Commun.

DEVELOPPER UNE POLITIQUE DE PLEIN EMPLOI en prévoyant à temps les fermetures d'usines ou de mines, l'arrivée des jeunes sur le marché du travail, le départ de la terre de ceux qui ne peuvent y rester.

Prévoir la constitution d'une caisse nationale permettant la reconversion et la formation professionnelle de ces travailleurs.

Donner aux Régions les organismes élus qui leur permettent d'aménager elles-mêmes leur développement économique dans le cadre d'une planification nationale démocratique.

POUVOIR DES "USAGERS" DE L'ÉCOLE ET DES UNIVERSITÉS

— Mettre l'école à la portée de tous: écoles maternelles et primaires partout où elles sont viables ; Ecoles moyennes (11 à 15 ans) donnant à **tous** les enfants quelle que soit leur origine géographique et sociale les mêmes chances d'accéder suivant leurs dispositions aux lycées techniques, classiques ou modernes (15 à 18 ans) ;

— Ouvrir vraiment les universités aux fils de paysans et d'ouvriers (allocation d'études sur critères universitaires) ;

— Former, à tous les niveaux, des jeunes capables d'exercer un métier, de se reconvertir s'il le faut, de vivre en citoyens responsables ;

— Créer les instruments d'une éducation permanente ;

— Rendre l'enseignement mixte à tous les niveaux dès la maternelle.

POUVOIR DES USAGERS DANS LES ORGANISMES SOCIAUX

— Abroger les ordonnances qui ont remis en question la sécurité sociale ;
— Se soucier en priorité de tous ceux qui ne peuvent tirer leur subsistance de leur travail (handicapés physiques et mentaux) ;
— **Faire cesser la scandaleuse misère des vieux ;**
— Organiser des services ménagers collectifs, multiplier les aides familiales et les crèches ;
— Rendre la femme égale de l'homme devant la loi et dans la société (rémunération sociale du travail de la femme au foyer en tenant compte des ressources de chacun) ;

— Garantir la liberté effective de la presse et de l'information Radio-Télévisée. Améliorer la qualité des programmes ;

— Répartir dans tout le pays les foyers d'animation culturelle.

POUR LA PAIX CONTRE LES FORCES DE FRAPPE ET LES OPPRESSIONS ÉCONOMIQUES

— Apporter notre soutien à tous les peuples en lutte pour leur indépendance (Vietnam, Grèce, Amérique latine).
— Substituer à un ruineuse politique d'isolement et de «prestige» (force de frappe, étalon-or), une politique internationale appuyée sur une Europe qui accepte notre volonté de justice sociale, et ouverte aux peuples en voie de développement (Défense du juste prix des matières premières contre les monopoles capitalistes, lutte contre le gaspillage des crédits attribués aux dirigeants du tiers-monde, pour une aide effective à la croissance des jeunes sociétés).

AMENAGEMENT DE NOS CAMPAGNES : la généralisation des adductions d'eau ; le développement de centres attractifs bien équipés ; la multiplication des services itinérants desservant les autres localités et les écarts.

AMENAGEMENT DU RESEAU ROUTIER privilégiant :
1) l'axe Lyon-Océan par Riom-Clermont, Saint-Eloy, Montluçon ;
2) l'axe Riom, Aubusson, Limoges par Pontgibaud et Pontaumur (avec antenne sur les Ancizes).

AMENAGEMENT DE RIOM, prévoyant au moins : des voies de contournement Nord et Est ; une **véritable** zone industrielle ; une nouvelle répartition des établissements scolaires.

Pour que Riom ne soit pas une ville-dortoir, mais le centre vivant d'un arrondissement rénové grâce à la renaissance de la démocratie locale,

VOTEZ P. S. U.

vu : le Candidat et son Suppléant,

Imprimerie R. Vau, Riom